

SERVICES PUBLICS ET CHOIX SOCIAUX

Michel HUSSON - IRES

Il y a deux manières de comprendre la question *quel service public pour demain ? C'est quel service public risque-t-on d'avoir demain ? et quel service public voudrait-on demain ?*

Sur le premier point, je crois qu'il faut cesser d'être naïf et penser que l'offensive néo-libérale qui passe par l'ouverture au capital privé d'entreprises publiques va cesser, se stabiliser et en rester là, pour inventer une espèce de mixité conviviale entre capitaux publics et capitaux privés. Il faudrait être très naïf pour penser cela et pour ne pas comprendre que la seule raison pour laquelle on force l'entrée des capitaux privés dans des entreprises qui n'avaient pas de besoin de financement, comme France Telecom, c'est que l'on veut "faire entrer le loup dans la bergerie", et les critères les plus exigeants d'une hyper-rentabilité dans ces entreprises-là.

Dans ces conditions, il faut également être naïf pour croire que le service universel peut être autre chose qu'un service réduit au minimum. Quand on fait entrer des capitaux privés, quand on découpe des segments rentables pour les leur offrir, une logique de ce type conduit naturellement à réduire au maximum le service universel et les fameux "filets de sécurité". L'idée qu'on va inventer quelque chose qui combine ces aspects-là avec les obligations de service public et, par exemple, l'idée qu'on va imposer des règles aux nouveaux intervenants privés, qu'on va leur transférer des charges de service public, est une vaste fumisterie.

Troisième illusion, c'est celle que l'on va pouvoir construire un espace européen et refaire immédiatement à ce niveau ce qu'on défait dans chacun des pays. Il existe en particulier le risque de se faire piéger par l'idée que les situations sont tellement différentes d'un pays à l'autre qu'il est impossible de raisonner de manière commune. Je pense qu'il serait bien, ici aussi, d'introduire une notion de subsidiarité, une "subsidiarité militante" cette fois, consistant à défendre les situations, les acquis existants sans avoir besoin forcément d'un rêve un peu utopique, d'une définition absolument universelle et uniforme d'un service public européen.

Voilà les trois illusions qu'il faut tâcher d'éviter. Maintenant je voudrais aller sur des questions un peu de fond, et insister sur l'aspect commun qu'il y a dans toutes ces offensives. Il est juste de remarquer que les fonctionnaires, les services publics, les avions, les téléphones, etc. ce n'est pas la même chose. Mais ce qui est commun, c'est le projet d'un retour en arrière sur quelque chose qui existait dans tous les services publics, à savoir que l'on avait, peu ou beaucoup, "démarchandisé", c'est-à-dire que l'on avait transformé des produits en quelque chose qui n'était plus complètement de la marchandise. Et de ce point de vue, il y a un trait commun entre le timbre poste, la communication téléphonique et la retraite, c'est la volonté aujourd'hui de les retransformer en une marchandise individuelle, c'est-à-dire que la communication téléphonique sera taxée individuellement et la retraite transformée en un fonds de pension individuel.

C'est ça le projet, l'objectif, et il y a bien une matrice commune. Il est d'ailleurs stupéfiant de voir à quel point cela se retrouve dans des pays très différents. Par exemple, les fonds de pension les plus avancés, les réformes les plus systématiques qui sont faites, c'est en

Amérique Latine, où des problèmes, par exemple, de vieillissement de la population ne sont pas vraiment à l'ordre du jour, pour prendre un des arguments classiques sur ce thème. Donc, il y a ce fond commun. Et la réponse qui est revenue souvent dans la discussion, c'est qu'il s'agit d'un choix éminemment social. Il n'y a pas de choix absolument économique, ou alors dans des domaines bien délimités, quant à la bonne manière de répartir la richesse sociale et d'orienter le développement. En ce domaine, le service public renvoie à des notions de péréquation, de répartition, de socialisation, et représente un certain nombre de choix quant à la mise à disposition des biens et services, au mode de satisfaction des besoins sociaux. Ils définissent une socialisation inachevée à l'intérieur du capitalisme et il s'agirait, d'une certaine manière, d'étendre leur champ d'extension potentielle, plutôt que de vouloir le réduire par principe, comme c'est actuellement le cas. Je vais en donner trois exemples.

De manière très générale, toutes les aspirations sociales s'expriment aujourd'hui sous forme de droits : droit au logement, droit à l'emploi, droit à la santé, droit à l'éducation. C'est donc la définition d'une espèce de citoyenneté sociale. Et quand on réfléchit à ce que peut être la base économique de cette citoyenneté sociale, cela ne peut être que la mise à disposition gratuite, socialisée ou semi-socialisée, qui traduit l'exercice réel de ces droits. Le droit au logement, par exemple, cela veut dire d'une certaine manière qu'il y a une réponse au besoin social du logement qui ne sera pas une réponse cantonnée à la logique marchande individuelle, exactement proportionnée au pouvoir d'achat de chaque personne, etc. et cela veut dire que la société décide de fonctionner comme cela. Il n'y a pas d'argument économique absolu, c'est un choix. Une société peut très bien décider de transformer en marchandises tous ses logements et de faire vivre des parties entières de sa population dans des bidonvilles à la périphérie des villes ; il y a des sociétés qui font ce choix. Il n'y a pas de choix économique absolu, et l'idée d'un service public du logement, par exemple de construire des logements sociaux, est une idée que même des économistes pas vraiment hétérodoxes, encore moins révolutionnaires, avaient mise en avant, il n'y a pas longtemps, comme support possible d'une relance européenne.

Deuxième idée : il y a beaucoup de discours sur les transformations du travail. Le fait que le travail est immatériel, qu'on ne peut pas l'individualiser, que c'est une oeuvre collective, que le mesurer en temps est un peu absurde, que c'est qualitativement différent. La logique de ce constat conduit effectivement, dans un grand nombre de secteurs, à en tirer les conclusions et à dire que le travail devrait cesser d'être une marchandise, au moins en partie. Il devrait notamment y avoir un contrôle sur les créations d'emploi et l'utilisation de la réduction du temps de travail, mais cela a aussi une implication sur le mode de mise à disposition des biens correspondant. Et de ce point de vue, au lieu de dire qu'on ouvre le capital au privé, on devrait imaginer au contraire des incursions du capital public dans des domaines réservés au privé et exagérément rentables, qui fonctionnent de manière parfaitement anarchique. Par exemple, dans *Le Monde* il y a quelques jours, il y avait une tribune proposant une entreprise publique chargée de mettre au point des logiciels pas chers, gratuits, *freeware*, donc non marchands, et qui feraient concurrence au monopole de *Microsoft* qui n'est pas efficace, et engendre une espèce de montée d'instabilité, d'anarchie, tout le monde a pu le vérifier en essayant d'échanger des disquettes ! Il y a des milliers de gens capables de s'y mettre, mais, au lieu de cela, on assiste à une sorte de surproduction, à une "surmontée" en gamme qui est absurde et qui est un travers typique du fonctionnement du marché.

Dernier point : dans le domaine de l'écologie, au sens très large du terme, il y a une adéquation entre la perspective d'un développement soutenable, fondé sur des choix

collectivement maîtrisés, et l'idée de service public. Si l'on prend l'exemple de la politique des transports, tout ce qui se passe en France est faussé par une concurrence entre le service public et un service privé qui, en fait, est subventionné de manière indirecte par le prix du diesel, la taxe à l'essieu ridiculement basse, etc. Donc, sous prétexte de cette concurrence, on a une politique globale absurde du point de vue de l'écologie et de l'utilisation rationnelle de l'espace. Il est difficile de penser que l'introduction des capitaux privés là-dedans va conduire à résoudre une catégorie de problèmes qui deviennent massifs, comme l'actualité vient de le montrer avec les pics de pollution urbaine. C'est au contraire en faisant reculer la prégnance du capital privé et en affirmant la priorité de choix collectifs, donc de maîtrise de l'économie, que l'on va changer les choses. Et cette idée dominante, y compris chez les gens de gauche, selon laquelle un peu de privé ne fait pas de mal, améliore l'efficacité, est une idée extrêmement dangereuse et qui est vraiment le petit bout de la lorgnette par rapport à l'immensité des problèmes de l'humanité, surtout si on raisonne au niveau mondial.